



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
651/jpr/yl

Arrêté du 22 novembre 2023 portant mise en demeure à la société GUSTAVE MULLER de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Volgelsheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 48 ;

VU l'arrêté Ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, notamment les articles 9 et 13 ;

VU le rapport du 8 septembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées;

Considérant que lors de l'inspection du 21 juillet 2023 et de l'examen des documents associés l'Inspection a pu constater :

- l'absence à l'entrée des zones à risque d'explosion, d'informations sur la nature exacte des risques présents et de certaines consignes de sécurité, en non-conformité aux dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé;
- l'absence d'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, en non-conformité aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé;
- les manquements dans l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004, dans le rapport annuel fourni par l'exploitant, en non-conformité aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé;

- La présence récurrente de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger dans l'armoire électrique située au sous-sol du bâtiment "Silo 1", en non-conformité aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La SAS GUSTAVE MULLER, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé port rhenan, 68600 Volgelsheim, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 48 de l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

« [...] L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...] »

Article 3 :

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté Ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

« [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...] »

Article 4 :

- Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 13 de l'arrêté Ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

« [...] Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...] »

Article 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 22 novembre 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT